6. Politique économique extérieure

Gérard Perroulaz

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aspd/901>

DOI : 10.4000/aspd.901

ISSN : 1663-9669

Éditeur

Institut de hautes études internationales et du développement

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2001

Pagination : 297-315

ISSN : 1660-5934

Référence électronique

Gérard Perroulaz, « 6. Politique économique extérieure », *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], 20 | 2001, mis en ligne le 28 août 2012, consulté le 07 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/aspd/901> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aspd.901>

6. POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE*

PLUSIEURS RAPPORTS OFFICIELS parus pendant l'année passée sous revue, ainsi que les discussions aux Chambres fédérales sur de nouvelles lois permettent de brosser la vue d'ensemble des instruments à disposition de la Confédération pour défendre les intérêts de l'économie suisse à l'étranger. La nouvelle loi sur la promotion des exportations a été adoptée en septembre 2000. Les débats du Conseil national ont porté sur la cohérence entre cette loi et les objectifs en matière de droits de l'homme. Une partie des parlementaires ont proposé (sans succès) de conditionner l'aide à l'exportation au respect de certains principes éthiques (respect des droits humains, de certains critères écologiques et sociaux dans les pays destinataires des produits exportés, ainsi que respect des normes anticorruption par les entreprises suisses d'exportation). La grande dépendance de l'économie suisse vis-à-vis de l'étranger pousse la Confédération à avoir une politique économique extérieure active (avec la promotion des exportations et la négociation d'accords économiques bilatéraux et multilatéraux). Dans ce chapitre sont détaillés certains instruments autonomes de la politique économique extérieure de la Suisse (dont la garantie contre les risques à l'exportation), ainsi que les accords économiques bilatéraux conclus entre la Suisse et certains pays en développement ou certains pays d'Europe centrale ou orientale. La Suisse possède un réseau très dense d'accords bilatéraux. Elle a conclu 95 accords pour la promotion et la protection des investissements, 60 conventions visant à éviter la double imposition, 12 accords de commerce et de coopération économique. Seize accords de libre-échange lient en outre les pays de l'AELE avec des pays tiers. La Suisse accorde une grande importance à ces accords bilatéraux, pour éviter que les entreprises suisses subissent une discrimination par rapport à des entreprises d'autres pays (Union européenne par exemple). Ce chapitre établit également un inventaire des visites de chefs d'Etat en Suisse et de voyages de délégations suisses à l'étranger.

6.1. VUE D'ENSEMBLE DES INSTRUMENTS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE

Les grands axes de la politique économique extérieure de la Confédération sont définis dans les documents suivants :

- Constitution fédérale. L'article 101 prévoit que « la Confédération veille à la sauvegarde des intérêts de l'économie suisse à l'étranger ».
- Rapport sur la politique extérieure dans les années 2000, qui remplace le rapport des années 1990.
📖 **ASTM 2001**, sous-chapitre 5.1.
- Programme de la législature 1999-2003¹. Donne les grandes lignes de la politique gouvernementale. Dans cette législature, le Conseil fédéral entend

* Par Gérard Perroulaz, chargé de recherche à l'IUED.

1. « Rapport sur le Programme de la législature 1999-2003, du 1^{er} mars 2000 », in *Feuille fédérale* n° 00.016.

présenter aux Chambres fédérales la loi sur la promotion des exportations (voir ci-dessous), le Message concernant la révision de la loi fédérale sur la garantie contre les risques à l'exportation ainsi que le Message concernant la révision de la loi fédérale sur la garantie contre les risques de l'investissement.

- ❑ Le Conseil fédéral présente aussi chaque début d'année un rapport annuel sur la politique économique extérieure. Ce rapport fait le point sur la situation économique mondiale et l'économie suisse et détaille les mesures prises dans le domaine l'année précédente. Un thème particulier est aussi développé chaque année. Le rapport 1999 porte sur la politique défendue par la Suisse au sein de l'OMC et sur l'importance accordée par la Suisse aux négociations multilatérales dans le domaine commercial². Le rapport sur la politique économique extérieure 2000 présente de manière complète l'important arsenal d'instruments de politique économique extérieure, la Suisse étant liée par quelque 2000 accords internationaux³.

📖 **ASTM 2001**, sous-chapitre 5.1., politique extérieure de la Suisse.

Dans le nouveau Rapport sur la politique extérieure 2000 (présenté dans le chapitre 5 de la partie Revue), le Conseil fédéral souligne que l'un des cinq objectifs de politique extérieure de la Suisse est la sauvegarde des intérêts de l'économie suisse à l'étranger. Le Conseil fédéral souhaite dans ce domaine «garantir à l'économie suisse les meilleures conditions-cadres possibles en Suisse afin d'assurer ainsi les conditions de son succès au niveau international»⁴. La politique économique nationale devrait ainsi offrir des conditions-cadres favorables (infrastructure performante, bon système de formation, soutien de la recherche, contrat social solide, stabilité monétaire, imposition modérée). Mais l'économie d'exportation dépend bien sûr aussi beaucoup de l'accès aux marchés étrangers. La Suisse accorde ainsi une grande importance aux travaux d'organisations internationales telles que le FMI ou l'OMC. Dans son rapport sur la politique extérieure 2000, le Conseil fédéral réaffirme qu'il souhaite étendre davantage le réseau d'accords bilatéraux de libre-échange, de protection des investissements et de double imposition, ainsi que procurer au secteur des PME suisses de meilleures conditions pour résister à la concurrence internationale.

❑ *Importance des relations économiques extérieures pour l'économie suisse*

Le volet de défense des intérêts économiques à l'étranger est d'autant plus important pour la Suisse que les exportations représentaient en 1998 plus de 40 % du produit intérieur brut de la Suisse et que certains secteurs de production sont très dépendants des exportations. Par exemple, l'industrie des machines pour le textile, certains segments de l'industrie chimique, l'horlogerie et la broderie écoulent 90 % ou plus de leur production à l'étranger⁵. La part des exportations est de 70 à 80 % pour l'industrie des métaux et des machines. La Suisse occupe le 7^e rang mondial dans les investissements directs étrangers (soit 250 milliards

2. «Rapport sur la politique économique extérieure 99/1+2 et Messages concernant des accords économiques internationaux», in *Feuille fédérale* pp. 1291 sqq., 12.1.2000, (*Feuille fédérale* n°00.007).

3. «Rapport sur la politique économique extérieure 99/1+2 et Messages concernant des accords économiques internationaux», in *Feuille fédérale* du 10.1.2001, 116 p.

4. «Rapport sur la politique extérieure 2000. Présence et coopération : la sauvegarde des intérêts dans un monde en cours d'intégration», du 15.11.2000 (*Feuille fédérale*).

5. Source www.seco-admin.ch, importance de l'économie extérieure pour l'économie suisse.

de francs d'investissements suisses à l'étranger en 1999), le 19^e rang mondial en matière d'exportation et le 17^e rang mondial en matière d'importation. Dans le domaine des assurances, 60 % des primes sont perçues à l'étranger (96 % pour le secteur de la réassurance).

■ **ASTM 2001**, partie Analyses et positions, l'article de Jürg Bärlocher «Investissements directs suisses dans les pays en développement, en voie d'industrialisation et en transition», ainsi que les chapitres 1 (commerce) et 2 (flux financiers) de la partie Statistiques.

■ *Cohérence entre politique de promotion des intérêts suisses à l'étranger et les autres volets de la politique extérieure*

L'encadré de la page suivante dresse la liste de la plupart des instruments à la disposition de la Confédération pour défendre les intérêts de l'économie suisse à l'étranger. Seules les mesures de politiques économique et commerciale sont des mesures qui sont comprises dans l'aide publique au développement. On peut relever, sous l'angle du débat sur la cohérence des politiques publiques suisses à l'égard des pays en développement, que l'objectif de promotion des exportations et d'intensification des échanges commerciaux mondiaux peut parfois entrer en conflit avec certains des autres objectifs affichés de la politique extérieure suisse (lutte contre la pauvreté et certains effets sociaux et écologiques négatifs de la globalisation, respect des droits de l'homme, préservation des ressources naturelles). Les «lignes directrices Nord-Sud» adoptées en 1994 relevaient la nécessité d'œuvrer en vue d'une politique plus cohérente envers le Sud, en mettant à jour «les contradictions éventuelles entre les intérêts nationaux à court terme et les buts de la politique suisse de développement, puis à les intégrer, de façon aussi transparente que possible dans les processus de décisions politiques»⁶.

C'est surtout le Secrétariat d'Etat à l'économie qui est chargé de la politique économique extérieure (Département de l'économie), ainsi que des mesures de coopération dans le domaine économique. Les relations diplomatiques sont du ressort du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). La question de la répartition des tâches entre les deux départements dans la politique extérieure revient régulièrement à l'ordre du jour (en 2000 dans le domaine de la promotion des exportations et lors de visites des deux conseillers fédéraux à l'étranger). Les acteurs principaux concernés par la politique économique extérieure sont bien sûr les entreprises suisses (grandes multinationales, mais aussi les PME), ainsi que les associations économiques et les organisations sectorielles (chambres de commerce cantonales, EconomieSuisse, TextilVerband, Société suisse des industries chimiques (SSIC) et Société suisse des constructeurs de machines, la Fédération horlogère, Swiss Export...). La participation de la société civile aux débats sur la politique économique extérieure reste relativement limitée et les accords bilatéraux qui doivent avoir l'approbation des Chambres fédérales sont le plus souvent adoptés à l'unanimité sans grandes discussions. Certaines questions sont régulièrement à l'ordre du jour dans les campagnes d'ONG et présentes dans la presse (octroi de garanties contre les risques à l'exportation à certains projets controversés, exportations d'armes, relations économiques avec des Etats violant gravement les droits humains).

6. *Lignes directrices Nord-Sud. Rapport du Conseil fédéral sur les relations Nord-Sud de la Suisse dans les années 90*. DDC, 1994, 28 p. Le texte est disponible sur Internet (DDC). Il avait aussi été publié dans l'*Annuaire Suisse-Tiers Monde* 1995 (pp. 221-234).

Instruments de politique économique extérieure

Sur le plan bilatéral:

Diplomatie et diplomatie commerciale

- Diplomatie suisse, ambassades à l'étranger et consulats. Services commerciaux dans certaines représentations à l'étranger. Les ambassades fournissent des rapports sur des questions économiques, collectent et traitent des informations sur les conditions d'accès aux marchés, les possibilités d'exporter et peuvent favoriser les contacts entre les entreprises suisses et les services officiels des pays concernés.
- Chambres suisses de commerce à l'étranger. Elles complètent les services des ambassades ou consulats à l'étranger, qui leur délèguent parfois des tâches relevant de la promotion du commerce.
- Participation de la Suisse à des foires économiques.
- Visite de conseillers fédéraux à l'étranger, souvent accompagnés par des représentants de l'économie suisse (plutôt des grandes entreprises et des représentants d'associations économiques).
- Présence de chefs d'Etat et ministres étrangers en Suisse.
- Délégations économiques mixtes (représentants suisses et de l'autre pays partenaire), qui se réunissent au moins une ou deux fois par année dans l'un ou l'autre des pays.

Accords bilatéraux

- Accords de promotion et de protection des investissements.
- Conventions de double imposition.
- Accords de libre-échange (AELE).
- Accords de commerce et de coopération économique.
- Accords sur la protection de la propriété intellectuelle et la coopération dans ce domaine. Un seul accord de ce type existe à ce jour (Accord entre le Conseil fédéral et le Gouvernement de la République socialiste du Vietnam). Cet accord a été ratifié par le Parlement au printemps 2000.
- Traités de conciliation et d'arbitrage. Ces accords règlent les procédures de règlement pacifique des différends (ils existent avec la Hongrie, la Pologne et le traité avec la Croatie a été adopté en 2000).
- Accords de reconnaissance mutuelle des évaluations de la conformité. Ces accords ont pour objectif d'éliminer les distorsions de la concurrence résultant de la complexité et du manque de transparence des règles techniques.
- Accords de coopération technique et financière, ainsi que d'aide humanitaire.

Instruments autonomes de la politique économique extérieure

- Promotion des exportations suisses, par le biais de l'OSEC, Office suisse d'expansion commerciale.
- Préférences douanières. La Suisse accorde depuis 1972 des droits de douane préférentiels sur l'importation de certains produits en provenance de pays en développement.
- GRE, garantie contre les risques à l'exportation.
- GRI, garantie contre les risques à l'investissement.
- Promotion des exportations des produits agricoles (instruments du ressort de l'Office fédéral de l'agriculture, Département de l'économie).
- Commission de coordination pour la présence de la Suisse à l'étranger «Présence Suisse».
- Certains instruments de promotion économique de la Suisse ont aussi certains liens avec l'étranger: «RéusSite: Suisse» (informations sur la place économique suisse), Suisse Tourisme.
- Contrôle des exportations, soit d'une part les mesures visant à lutter contre la prolifération de biens pouvant servir à la production d'armes de destruction massive (ordonnance sur le contrôle des biens à double usage civil et militaire, ordonnance sur le contrôle des produits chimiques, ordonnance atomique et ordonnance sur les explosifs). D'autre part, des mesures d'embargos ont aussi été prises

à l'encontre de l'Irak, de la République fédérale de Yougoslavie (en grande partie levées en novembre 2000), du Myanmar, de l'Afghanistan, du Sierra Leone. Les mesures d'embargo à l'encontre de la Libye ont été suspendues en avril 1999.

Mesures de politique économique et commerciale au titre de la coopération au développement (pour les pays en développement et pour les pays de l'Europe de l'Est)

ASTM 2001, dossier dans la partie Analyses et positions sur les mesures visant la promotion des investissements dans les pays en développement.

- Aide à la balance des paiements.
- Mesures de désendettement.
- Promotion des investissements dans les pays en développement et dans les pays de l'Europe centrale et orientale.
- Financements mixtes et fonds d'égalisation.
- Promotion des exportations de pays en développement vers la Suisse, avec notamment le programme SIPPO.
- Transfert de technologies environnementales (Cleaner Production Centers).

Sur le plan multilatéral:

Position défendue par les délégations suisses dans des organisations internationales et les négociations internationales (FMI, Groupe de la Banque mondiale, OMC, OCDE, CNUCED, Banques régionales de développement, négociations avec l'Union européenne...). Travail pour promouvoir l'économie de marché et des conditions-cadres favorables aux échanges commerciaux et aux investissements.

6.2. LOI FÉDÉRALE SUR LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

Le Conseil fédéral a présenté en février 2000 son Message concernant la loi sur la promotion des exportations, ainsi que le projet d'arrêté de financement portant sur les années 2001 à 2003⁷. C'est en 1908 déjà que la Confédération a commencé à subventionner la promotion du commerce extérieur. Le relais a été pris par la loi fédérale allouant une aide financière à l'Office suisse d'expansion commerciale (OSEC, qui existait déjà depuis 1927). L'OSEC est l'institution officielle suisse de promotion du commerce extérieur (subventionné par la Confédération pour un tiers de son budget). Les tâches de l'OSEC recouvrent le développement des relations économiques extérieures et la propagation de l'image de l'économie suisse dans le monde. Il doit aider les exportateurs à trouver de nouveaux débouchés sur les marchés internationaux. L'office fournit des conseils et des informations sur les marchés et sur l'économie suisse d'exportation⁸. L'OSEC participe aussi régulièrement à des foires économiques.

La nouvelle loi remplace la loi de subventionnement de l'OSEC (subventionner 45 % des dépenses de l'OSEC) par une loi plus générale, déléguant les tâches de promotion à un mandataire par le biais d'un contrat de prestations, conformément à la nouvelle gestion publique. Le mandataire proposé par le

7. «Message concernant la loi fédérale sur la promotion des exportations», 23.2.2000, in *Feuille fédérale*, pp. 2002-2029 (message n°00.024).

8. OSEC, avenue. de l'Avant-Poste 4, 1001 Lausanne. Tél.: 021/320 32 31, fax 021/320 73 37, Site Internet: <http://www.osec.ch>.

Conseil fédéral reste l'OSEC, dont le soutien est toutefois restructuré. La nouvelle loi propose une réorientation du soutien à l'exportation dès 2001, avec trois axes principaux :

- ❑ réserver les fonds alloués par la Confédération à certains volets de la promotion et concentrer les moyens financiers sur les marchés porteurs, par le biais de « points d'appui à l'exportation », en accordant une priorité à l'aide aux PME. Les conseillers en exportation seront répartis dans toute la Suisse (réseau intérieur, avec les chambres de commerce et associations professionnelles) et de points d'appui à l'exportation situés à l'étranger (réseau extérieur, installé par exemple dans les ambassades suisses);
- ❑ axer la promotion des exportations sur les trois instruments de promotion que sont l'information (sur le développement des marchés d'exportation), le conseil (aux PME surtout) et le marketing à l'étranger (promotion du label *made in Switzerland*, foires économiques, organisation de rencontres économiques);
- ❑ mieux coordonner les mesures fédérales en ce domaine, coordination entre le travail de l'OSEC, les services offerts par les ambassades et consulats à l'étranger, les chambres suisses de commerce existantes dans certains pays, ainsi que la coordination avec d'autres instruments de la politique économique extérieure (GRE, SOFI, SDFC par exemple), pour éviter les doubles emplois. Ceci implique notamment une meilleure coordination entre le Seco (dépendant du Département de l'économie) et le Département fédéral des affaires étrangères. Le Message du Conseil fédéral relève que même si les orientations et les objectifs de certains instruments de promotion économique sont différents de ceux de la promotion des exportations, il est judicieux de viser une meilleure coordination et de trouver des synergies avec ces instruments.

La promotion des exportations a notamment pour objet d'informer les entreprises suisses des possibilités offertes par les marchés étrangers, de leur dispenser des conseils et de les mettre en contact avec des partenaires étrangers et de faire à l'étranger de la publicité pour les produits, les marques et les services suisses. La nouvelle loi est accompagnée d'un arrêté fédéral donnant un crédit-cadre pour le financement de la promotion des exportations pour les années 2001 à 2003. Les crédits s'élèvent à 40,8 millions de francs pour les trois ans. Ce montant est modeste en comparaison de ce qui est dépensé dans d'autres pays européens pour la promotion des exportations (260 millions de DM par exemple en Allemagne).

❑ *Débats aux Chambres fédérales*

Le Conseil des Etats a adopté à l'unanimité la nouvelle loi sur la promotion des exportations lors de sa session de juin 2000. Le Conseil national a discuté du projet de loi dans sa session de septembre 2000⁹. Le projet avait été examiné conjointement par la Commission de l'économie et par la Commission de la politique extérieure. Les discussions (nourries) au Conseil national ont porté surtout sur deux propositions faites par une minorité de la commission de politique exté-

9. Voir *Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale* (www.parlement.ch). Discussions au Conseil national les 20, 25, 26 et 28.9. 2000 et le 6.10.2000. Discussions au Conseil des Etats le 6.6.2000.

rière de subordonner la promotion des exportations au respect de principes éthiques (propositions signées notamment par Remo Gysin (socialiste/BS) et Ruedi Baumann (Parti écologiste/BE). Un premier article proposé par la minorité stipulait que « la promotion des exportations ne concerne que les pays observant des principes éthiques reconnus tels que les droits de l'homme, les normes écologiques et sociales, ou la lutte contre la corruption ». La Suisse pourrait ainsi exiger le respect de certains standards reconnus sur le plan international¹⁰. Le deuxième article des mêmes auteurs indiquait que « ne sont pas autorisées à bénéficier des mesures de promotion des exportations les entreprises qui contrevennent à des normes anticorruption reconnues par la Suisse ou au plan international ». La première proposition a été rejetée par 109 députés (contre 60) et la deuxième par 108 députés (contre 61). Plusieurs parlementaires socialistes et écologistes ont relevé l'importance de conditionner l'aide à l'exportation à certains critères écologiques et sociaux, alors que les partis radical, démocrate-chrétien et libéral (ainsi que le conseiller fédéral Pascal Couchepin) estimaient que la loi de promotion des exportations n'était pas l'instrument adéquat pour faire avancer la cause des droits humains.

📖 **ASTM 2001**, voir sous-chapitre 5.1. pour le débat concernant le rapport sur la politique suisse des droits de l'homme.

Deux autres propositions de modification par rapport au projet du Conseil fédéral ont été acceptées par le Parlement. La commission proposait de mettre explicitement l'accent sur l'aide et le conseil aux PME suisses. La deuxième proposition a été d'augmenter de 4,5 millions de francs le crédit-cadre pour permettre de financer la formation de collaborateurs pour les points d'appui à l'étranger (dans les ambassades, les consulats ou les chambres de commerce).

Certains parlementaires ont relevé dans les discussions les problèmes d'efficacité du travail de l'OSEC, jugé trop bureaucratique, et se sont étonnés du fait que le Seco envisageait d'emblée, malgré les critiques et les demandes de réforme du fonctionnement, une poursuite de collaboration avec l'OSEC (sans recourir à un appel d'offres plus large pour trouver éventuellement d'autres mandataires possibles).

6.3. GARANTIE CONTRE LES RISQUES À L'EXPORTATION (GRE)

La GRE est une sorte d'assurance pour l'entreprise exportatrice de matériel. La GRE couvre l'exportateur de certains risques encourus dans ses contrats avec l'étranger que ni lui-même, ni l'acheteur étranger ne sont en mesure d'influencer. Il s'agit des risques suivants : risque politique qui empêche l'acheteur de payer, risque de transfert (non-transfert du paiement en raison de mesures gouvernementales de contrôle des changes par exemple), risque de fabrication (marchandise ne pouvant plus être livrée), risque de ducroire (insolvabilité ou refus de payer d'acheteurs de droit public), risque secondaire des contrats libellés en monnaie étrangère. La GRE ne couvre pas le risque d'insolvabilité d'un acheteur

10. Remo Gysin proposait notamment de se baser sur les principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales (voir l'article de Bastienne Joerchel dans la partie Analyses et positions de cet *Annuaire*).

privé ni les risques pouvant être couverts par des assurances privées (risques de transport par exemple) ni les risques monétaires ou les fluctuations de taux de changes.

ASTM 2000, encadré détaillé sur la procédure de la demande à l'octroi de la GRE (pp. 275-276).

Nouvelles garanties accordées en 1999

Selon la partie gauche du tableau 13, le montant total des nouvelles garanties accordées s'est élevé à 2,4 milliards de francs en 1999, soit une augmentation de 21 % par rapport à l'année précédente (2 milliards). Plus de 70 % des nouvelles garanties ont été accordées aux 10 pays suivants (par ordre décroissant d'importance des nouvelles garanties) : Mexique (près de 500 millions de francs, surtout pour un gros projet qui a entraîné un accroissement inhabituel de l'engagement total dans ce pays), Chine (plus de 300 millions de nouvelles garanties), Iran, Turquie, Egypte, Arabie saoudite, Algérie, Roumanie, Pakistan et Inde. La répartition géographique montre que la part des nouvelles garanties de l'Amérique centrale et du Sud a nettement augmenté par rapport aux années précédentes, alors que la demande a diminué pour les « autres pays d'Europe ».

Tableau 13: Répartition géographique des nouvelles garanties et du total des engagements de la GRE en 1999

Groupes de pays	Nouvelles garanties en 1999		Total des engagements au 31.12.1999	
	Millions de fr.	part en %	Millions de fr.	part en %
Europe (sans Europe cent. et orient.)	151.4	6.2	1 213.2	17.9
Pays d'Europe centrale et orientale	110.9	4.6	245.0	3.6
Amérique centrale et du Sud	706.3	29.1	1 044.5	15.4
Afrique	258.7	10.7	479.4	7.1
Moyen-Orient	533.7	22.0	1 401.9	20.7
Autres pays d'Asie	667.9	27.5	2 396.6	35.3
Total	2 428.9	100.0	6 780.6	100.0
dont: 72 pays les plus défavorisés	641.3	26.4	2 229.3	32.9
dont: Amérique centrale et du Sud	38.2	1.6	0.0	0.0
Afrique	40.9	1.7	63.1	0.9
Asie	562.2	23.1	2 166.2	31.9

Source : Rapport 1999 du Bureau pour la GRE, Berne, juin 2000, annexe C/1.

Total des engagements de la GRE

Le total des engagements s'élevait à 6,8 milliards de francs fin 1999 (partie droite du tableau ci-dessus). Le graphique ci-après relève les 15 principaux pays bénéficiaires. Ces 15 pays représentent les 83 % du total des engagements de la GRE. La Turquie, l'Indonésie, la Chine et l'Iran représentent ensemble la moitié de tous les engagements; 80 % des engagements de la GRE concernent la branche de l'industrie des machines et 18 % la chimie.

Pays en développement les plus défavorisés

En 1980, le Parlement avait ajouté la disposition suivante à la loi sur la GRE (art. 1^{er}, al. 2): « S'agissant d'exportations à destination des pays en développement les plus défavorisés, la Suisse tiendra compte des principes fondamentaux de la

politique suisse en matière d'aide au développement». La liste des 72 pays les plus défavorisés définie par la Confédération comprend les 48 pays les moins avancés (PMA) et 24 autres pays à bas revenus¹¹ (pays disposant d'un PNB par habitant inférieur à 760 dollars en 1998).

Les nouvelles garanties à destination de ce groupe de pays ont fortement augmenté, en passant de 383 millions de francs en 1998 à 641 millions en 1999. En 1999, 88 % des nouvelles garanties pour les pays les plus défavorisés concernaient le continent asiatique. Le total des engagements de la GRE pour les pays les plus défavorisés atteignait 2,2 milliards de francs fin 1999, ce qui représente un tiers du total des engagements de la GRE.

Graphique 2: Les 15 principaux pays couverts par la GRE
Montant total des engagements au 31.12.1999, en millions de francs

Source: Rapport 1999 du Bureau pour la GRE, Berne, juin 2000, graphique élaboré à partir des données des annexes F/1, F/2 et F/3.

❑ *Coalition internationale d'ONG demandant une réforme dans le soutien à l'exportation*

Les ONG s'organisent sur le plan international pour demander une réforme du fonctionnement des agences de garanties contre les risques à l'exportation. Ils ont préparé une déclaration (dite de Jakarta, du lieu d'une grande rencontre d'ONG en 1998) signée par plus de 300 ONG de 45 pays, pour demander notamment que les projets soutenus par des garanties officielles respectent certaines règles environnementales et sociales admises sur le plan international (Banque mondiale, CAD de l'OCDE), et qu'ils soient soumis à des critères de respect des droits humains. Les entreprises coupables de versements de pots-de-vin pour décrocher certains contrats devraient être exclues de la couverture d'une GRE

11. La liste des 72 pays les plus défavorisés comprend les 48 pays les moins avancés (PMA), ainsi que les 24 pays suivants: Arménie, Azerbaïdjan, Cameroun, Chine, Congo, Corée (Nord), Côte d'Ivoire, Ghana, Honduras, Inde, Indonésie, Kenya, Kirghizistan, Moldavie, Mongolie, Nicaragua, Nigeria, Pakistan, Sénégal, Tadjikistan, Timor oriental, Turkménistan, Vietnam, Zimbabwe.

pendant un certain temps (cinq ans). Une meilleure transparence est aussi demandée dans l'examen des demandes d'entreprises et dans le suivi des projets. Les ONG souhaitent être associées à la définition des politiques des agences de garanties à l'exportation, au choix des projets soutenus par celles-ci, ainsi qu'aux négociations de l'OCDE et d'autres organisations pour l'établissement de règles et lignes directrices internationales.

Relayant en Suisse des revendications d'autres ONG tels que Transparency International, la Déclaration de Berne a profité de l'entrée en vigueur en l'an 2000 de la révision du Code pénal en Suisse, qui permet dorénavant de punir la corruption de fonctionnaires à l'étranger, pour demander au conseiller fédéral Pascal Couchepin de réexaminer le fonctionnement de la GRE¹². L'ONG demande un réexamen des commandes soutenues par la GRE destinées à l'Indonésie, pour le cas échéant effacer certaines dettes. L'Indonésie a été longtemps le premier pays le plus couvert par la GRE, alors que le clan Suharto a été soupçonné de corruption et de détournement de fonds publics. La Déclaration de Berne reprochait au bureau de la GRE de soutenir des contrats industriels obtenus par le versement de pots-de-vin. Dans sa réponse, Pascal Couchepin relève qu'avec la nouvelle norme pénale, la GRE pourrait être annulée et des dédommagements refusés si des exportateurs se rendent coupables de corruption¹³. Les exportateurs doivent par contre, selon lui, assumer leurs responsabilités et il n'incombe pas à la GRE de vérifier les contrats en cours mais d'agir s'il s'avère qu'une entreprise a été condamnée par la justice.

❑ *Position des ONG face aux exportations destinées à la construction de grands barrages*

Certaines ONG suisses suivent depuis de nombreuses années les activités de la GRE, pour s'opposer à l'octroi de garanties à certaines livraisons d'équipements en raison des coûts écologiques et humains élevés (déplacement de population)¹⁴. Le bureau pour la GRE et le Conseil fédéral mettent en revanche en avant l'intérêt de ces exportations pour garantir des emplois en Suisse et l'apport pour les pays en développement souhaitant utiliser un moyen de production d'énergie propre et renouvelable.

*Barrage d'Ilisu (Turquie)*¹⁵

Le Conseil fédéral avait accordé en novembre 1998 son feu vert pour l'octroi de la GRE pour un volume de commande s'élevant à 470 millions de francs (Asea Brown Boveri ABB et Sulzer), tout en demandant à la Turquie de respecter certains standards internationaux dans le déroulement de la construction. Le Dépar-

12. La Suisse a aussi adhéré (le 31.5.2000) à la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales. Voir *Annuaire 2000*, pp. 235-241.

13. Source: Agefi, 19.7.2000.

14. Voir par exemple le site Internet de la Déclaration de Berne: www.access.ch/evb

15. Le barrage d'Ilisu fait partie d'un gigantesque projet d'ensembles de barrages sur le Tigre et l'Euphrate, projet GAP «projet du Sud-Est anatolien» (22 barrages et 19 centrales hydroélectriques, dont le barrage d'Atatürk. Voir par exemple une étude sur les engagements d'entreprises suisses dans la construction de barrages en Turquie: *Wasser als Waffe. Türkische Dämme und Schweizer Helfer. Die Bedeutung des Südostanatolienprojekts GAP und die geplante Zerstörung von Hasankeyf durch Sulzer Hydro und ABB Schweiz*. Eine Dokumentation von Joerg Dietziker. Peut être commandé auprès de la Déclaration de Berne Zürich.

tement de l'économie avait été chargé, d'entente avec les autres institutions de garantie, les exportateurs et le maître d'œuvre turc, de mettre sur pied une instance de contrôle indépendante (monitoring) pour s'assurer que les déplacements de population s'effectuent conformément à des standards acceptables sur le plan international. Un rapport, commandé par le bureau de la GRE et rédigé par une experte de la Banque mondiale¹⁶, montre que les conséquences de la construction de ce barrage seront encore plus négatives que ce qui était prévu au départ. Selon son auteure, Ayse Kudat, le barrage d'Ilisu n'entraînerait pas un déplacement de population de 12'000 à 15'000 personnes (comme estimé par le consortium d'entreprises de construction, emmené par l'entreprise suisse Sulzer), mais pourrait affecter 55'000 à 78'000 personnes. L'étude identifie aussi une série de conditions qui devraient être remplies pour que l'installation des personnes déplacées puisse bien se faire. L'auteure de l'étude propose neuf recommandations pour gérer au mieux ce déplacement, avec par exemple la nécessité de développer des projets d'aide au développement pour permettre aux personnes réinstallées dans des centres urbains de bénéficier de formation et d'avoir une réinsertion professionnelle. Développer des emplois productifs, assurer une participation des populations concernées aux décisions, recomposer les communautés, porter une attention particulière aux conséquences pour les femmes sont, selon la Déclaration de Berne, autant de conditions difficiles à remplir compte tenu du chômage très élevé dans cette région et du fait que la région fait partie du Kurdistan (loi martiale, peu d'encouragement à l'initiative des populations locales...).

Rapport d'une commission indépendante sur les grands barrages.

La Commission mondiale sur les grands barrages¹⁷ a publié en novembre 2000 un rapport d'évaluation critiquant sévèrement les faiblesses qui accompagnent souvent la construction des grands barrages : dépassement du coût des ouvrages par rapport aux prévisions, conséquences sociales et environnementales. Sans remettre en cause l'importance des barrages dans le développement économique, le rapport formule des recommandations aux gouvernements engagés dans la construction de barrages pour éviter de graves erreurs. La Déclaration de Berne demande à la Banque mondiale et aux agences de garanties contre les risques à l'exportation de reprendre les recommandations du rapport.

6.4. ACCORDS ÉCONOMIQUES BILATÉRAUX

□ *Accords de promotion et de protection des investissements*

La Suisse fait partie des pays qui ont tissé un réseau très dense d'accords bilatéraux concernant la protection et l'encouragement des investissements. Un accord de protection des investissements englobe toutes les catégories d'avoirs dans l'autre pays : propriété de biens et d'immeubles, actions, parts sociales et autres

16. *Ilisu Dam's Resettlement Action Plan (RAP). Achieving international best practice*, Ayse Kudat, 7.8.2000, publié en Suisse par la Déclaration de Berne. Voir aussi *Le Courrier*, 22.9.2000, *Le Temps*, 23.12.1999.

17. La Commission internationale des grands barrages a été créée en 1998. Un tiers de son financement provient de gouvernements (dont la Suisse), le reste du financement provenant de la Banque mondiale, d'entreprises de construction (ABB) et d'organisations non gouvernementales. Le rapport sur les grands barrages est disponible sur Internet www.dams.org. Voir aussi *Le Temps*, 21.11.2000 et le site Internet www.earthscan.co.uk (Dams and Development).

formes de participation dans des sociétés, les concessions, droits d'auteur, droits de propriété industrielle (brevets, dessins ou modèles industriels, marques, noms commerciaux). Chaque partie contractante s'engage à encourager, dans la mesure du possible, les investissements de l'autre partie. Les principes de la nation la plus favorisée et de non-discrimination doivent être respectés. Aucun pays ne peut donc soumettre sur son territoire les investissements de l'autre pays à un traitement moins favorable que celui qu'il accorde aux investisseurs de tout Etat tiers (sauf à de rares exceptions, notamment lorsque le pays fait partie d'une zone de libre-échange). Le libre transfert des revenus des investissements doit être garanti (intérêts, dividendes, apports supplémentaires de capitaux pour le développement des investissements, produits de la liquidation partielle ou totale d'un investissement). Des mesures éventuelles d'expropriation ou de nationalisation doivent donner lieu au paiement d'indemnités adéquates. Les différends entre les parties contractantes ou entre un investisseur et l'Etat d'accueil donnent lieu à des consultations et peuvent être soumis à un tribunal arbitral.

En septembre 2000, la Suisse avait signé 95 accords de promotion et de protection des investissements (88 accords en vigueur)¹⁸. Des accords de ce type ont été signés en l'an 2000 avec les pays suivants : Liban (4 mars 2000), Costa Rica (1^{er} août 2000), le Nigeria (30 novembre 2000), Bangladesh (automne 2000). Les accords entre la Suisse et l'Inde et celui concernant le Nicaragua sont entrés en vigueur en l'an 2000. Des accords de protection des investissements ont été paraphés (rédigés, prêts à être signés) en 2000 avec le sultanat d'Oman et le Guatemala. Un accord est en préparation avec la Bosnie.

Dans un rapport publié en décembre 2000¹⁹, la CNUCED relève que le nombre des accords bilatéraux pour la promotion et la protection des investissements a augmenté de manière spectaculaire dans les années 90, en passant de 385 à la fin des années 80 à un total de 1857 à la fin des années 90 (en impliquant 173 pays). A l'origine, les accords bilatéraux étaient surtout conclus entre un pays développé et un pays en développement, à l'initiative du premier, pour assurer à ses entreprises une bonne protection juridique. Les pays en développement souhaitaient pour leur part attirer des capitaux en créant un environnement propice. On constate un autre phénomène depuis la fin des années 80, la prolifération d'accords bilatéraux entre pays en développement, entre pays d'Europe centrale et orientale, ou encore entre des pays de ces deux groupes. Le nombre de ces accords a passé de 63 à 833 à la fin des années 90. L'Allemagne est le pays qui a conclu le plus d'accords de protection des investissements (124), suivie par la Suisse (95), la Chine (94), le Royaume-Uni et la France (92 accords chacun).

❑ *Conventions de double imposition*

Les pays signataires d'une convention de double imposition abandonnent une partie de leur souveraineté en matière fiscale afin d'éviter que des revenus soient imposés doublement, dans les deux pays concernés. Ces conventions bilatérales règlent l'imposition des personnes physiques et des entreprises : revenus, revenus immobiliers, dividendes, intérêts de créances, redevances, gains en capital, reve-

18. La liste complète des accords de promotion et de protection des investissements en vigueur est disponible sur Internet : www.seco-admin.ch/

19. CNUCED, *Repères*, 15.12. 2000 (TAD/INF/2877) pour un résumé du rapport, le rapport complet « Bilateral Investments Treaties 1959-1999 » étant disponible en anglais sur Internet www.unctad.org

nus d'artistes et sportifs, pensions et impôts sur la fortune (lorsque ces derniers existent dans les deux pays). Une fois signée par les deux Etats, la convention doit être approuvée par le Parlement. La décision n'est pas soumise au référendum facultatif. La Suisse a conclu plus de 60 accords bilatéraux visant à éviter la double imposition.

Dans la période passée sous revue, le Conseil fédéral a présenté des messages au Parlement pour des conventions de double imposition concernant les pays suivants : République d'Albanie, l'Inde, le Kazakhstan, la Macédoine et la Mongolie²⁰. Les conventions de double imposition suivantes sont entrées en vigueur pendant la période passée sous revue avec les pays suivants (date d'entrée en vigueur) : Croatie (20 décembre 1999), Bélarus (28 décembre 1999), Koweït (31 mai 2000), Moldavie (22 août 2000), Kazakhstan (24 novembre 2000). Un protocole modifiant la convention avec l'Inde a été signé le 16 février 2000 (avec une réduction de certains taux d'imposition)²¹. Un autre protocole modifiant la convention avec l'Argentine a été signé le 23 novembre 2000. Ces protocoles doivent être soumis aux Chambres fédérales pour approbation. Une convention de double imposition entre la Suisse et l'Ukraine a été signée le 30 octobre 2000. Des accords de ce type sont en préparation avec la Bosnie et le Chili.

□ *Accords de libre-échange entre les Etats de l'AELE et des Etats tiers*

Les accords prévoient le libre-échange des produits industriels et des produits agricoles transformés, mais seulement de certains produits agricoles (droits de douane réduits pour d'autres produits agricoles). Ces accords contiennent aussi des dispositions sur le règlement des différends et sur la protection de la propriété intellectuelle. L'AELE signe dans une première étape des déclarations de coopération avec un pays partenaire, l'accord de libre-échange est ensuite préparé et signé, et chaque pays membre de l'AELE (Islande, Liechtenstein, Norvège et Suisse) doit ensuite ratifier l'accord (en Suisse, l'accord doit être ratifié par le Parlement).

L'AELE mène une politique pour conclure des accords de libre-échange avec quatre axes : pays de l'Europe centrale et orientale (suite à la chute du mur de Berlin), les Etats du bassin méditerranéen (suite à la politique similaire de l'Union européenne), accords avec d'autres espaces économiques régionaux, extension des accords à des pays d'outre-mer (le Mexique a conclu le premier accord de ce type en 2000).

Des accords de libre-échange ont été conclus entre l'AELE et les 16 pays suivants (état en décembre 2000) : Bulgarie, Estonie, Hongrie, Israël, Lettonie,

20. Source des messages présentés au Parlement en l'an 2000 :

« Message concernant une convention de double imposition avec la République d'Albanie », 16.2.2000, in *Feuille fédérale* n°00.019, pp. 2383-2389.

« Message concernant une convention de double imposition avec la République du Kazakhstan », 6.3.2000, in *Feuille fédérale* n°00.032, pp. 2431-2459.

« Message concernant une convention de double imposition avec la Mongolie », 6.3.2000, in *Feuille fédérale* n°00.033, pp. 2357-2382.

« Message concernant une convention de double imposition avec la Macédoine », 5.6.2000, in *Feuille fédérale* n°00.054, pp. 3608-3634.

21. « Message concernant un protocole modifiant la convention de double imposition avec l'Inde », 13.9.2000, in *Feuille fédérale* n°00.074, pp. 5107-5126.

Lituanie, Macédoine, Maroc, Mexique, OLP (en tant que représentant des zones sous administration palestinienne), Pologne, Roumanie, République slovaque, Slovénie, République tchèque et Turquie. Des déclarations de coopération ont été signées avec 9 autres pays : Albanie, Chypre, Croatie, Jordanie, Egypte, Liban, Tunisie, Ukraine et République fédérale de Yougoslavie. Des projets de coopération économique interrégionale sont aussi en préparation avec les Etats membres du Conseil de coopération du Golfe et les pays de l'AELE ont signé une déclaration de coopération le 13 décembre 2000 avec le MERCOSUR (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay). L'AELE a aussi proposé d'ouvrir des négociations avec l'Afrique du Sud, le Chili et Singapour. La signature d'une déclaration de coopération est prévue avec l'Algérie et la Syrie. Des comités mixtes se rencontrent régulièrement pour la gestion et la mise à jour des accords existants (en 2000, réunions de comités mixtes avec la Bulgarie, la Hongrie, la Lituanie, la Pologne, les Républiques tchèque et slovaque).

L'Union européenne avait décidé en 1995 de mettre en place d'ici 2010 une zone euro-méditerranéenne de libre-échange. L'AELE va dans le même sens pour éviter que ses entreprises ne soient défavorisées dans leurs relations avec ces pays, par rapport à des entreprises de l'Union européenne. L'accord signé par le conseiller fédéral Pascal Couchepin (en tant que président du Conseil de l'AELE) avec le Mexique, le 28 novembre 2000, représente le premier accord de libre-échange conclu entre l'AELE et un pays d'outre-mer, dont la portée est plus large qu'habituellement, puisqu'il inclut les services, la promotion des investissements directs et les problèmes de propriété intellectuelle (les accords de libre-échange conclus jusqu'ici se limitaient généralement aux échanges de biens industriels). Grâce à cet accord, les entreprises suisses pourront accéder au marché mexicain des biens et services aux mêmes conditions que leurs concurrentes de l'Union européenne, des Etats-Unis et du Canada. L'accord prévoit la libéralisation des échanges de biens industriels (franchise douanière sur les montres, les machines et appareils, la chimie, les produits pharmaceutiques, les textiles) et de services (notamment financiers), la protection de la propriété intellectuelle et l'accès sans discrimination aux marchés publics. Les pays de l'AELE accordent au Mexique des réductions douanières sur certains produits agricoles (tequila, cigares) et la franchise douanière pour une série de produits tropicaux (bananes, café...). Les exportations suisses vers le Mexique s'élèvent à environ 1 milliard de francs suisses par année et les investissements directs à près de 3 milliards de francs. Le Seco estime que l'industrie suisse pourra réaliser des économies de droits de douane de plus de 100 millions de francs par an²². La Suisse ne perdrait par contre que 3,5 millions de francs de droits de douane sur des produits en provenance du Mexique.

▣ *Accords de commerce et de coopération économique*

Les accords de commerce et de coopération économique ont pour but de promouvoir les relations économiques entre la Suisse et le pays partenaire et d'appuyer les processus de réformes engagées dans les pays de l'Europe centrale et orientale (et de la CEI) pour instaurer une économie de marché. Le pays partenaire s'engage en particulier à adapter sa législation pour assurer des échanges

22. *Communiqué de presse* du Département fédéral de l'économie, 27.11.2000.

commerciaux en respectant les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ceci est important pour la Suisse puisque les pays concernés ne sont pas encore membres de l'OMC, permettant ainsi des échanges conformes aux règles de l'OMC avant que la procédure d'accession comme membre de l'OMC soit terminée. Les pays ratifiant les accords bilatéraux s'engagent à respecter les principes de l'OMC du traitement de la nation la plus favorisée, de la non-discrimination et du traitement national. Les accords limitent aussi les possibilités d'octroi de licences obligatoires, demandent un paiement des échanges de marchandises en monnaie librement convertible (pas de troc) et règlent les procédures de règlement des différends.

Le pays partenaire doit s'engager à revoir sa législation afin d'assurer une protection adéquate, efficace et non discriminatoire des droits de propriété intellectuelle. Les accords dressent habituellement une liste des conventions auxquelles le pays partenaire doit se soumettre. L'accord de commerce et de coopération économique entre la Confédération suisse et la Géorgie du 12 janvier 2000 prévoit par exemple que les deux pays doivent se conformer à l'accord ADPIC/TRIPS de l'OMC, la Convention de Paris pour la protection de la propriété intellectuelle, la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, assurer l'enregistrement des marques et des dessins industriels. L'accord de commerce avec la République de Croatie (du 12 mars 1999, ratifié en l'an 2000) prévoit aussi l'adhésion à la Convention pour la protection des obtentions végétales (Convention UPOV).

Outre le volet commercial et la protection de la propriété intellectuelle, les accords prévoient aussi un volet de coopération économique (financé par les budgets de coopération avec les pays de l'Europe centrale et orientale), ainsi que la création d'un comité mixte (de représentants des deux pays) qui se rencontre au moins une fois par année (à tour de rôle en Suisse et dans l'autre pays), en vue d'assurer la mise en œuvre de l'accord bilatéral. La Suisse a conclu une douzaine d'accords de coopération économique (une dizaine en vigueur). Un accord de coopération économique a été signé le 30 octobre 2000 avec l'Azerbaïdjan et un autre est en préparation avec la Bosnie. Des commissions économiques mixtes se sont tenues en 2000 avec le Bélarus et l'Ukraine.

Liste des accords de commerce et de coopération économique

Accords en vigueur (état en décembre 2000)

Arménie (entré en vigueur le 1 ^{er} janvier 2000)	Kirghizistan
Bélarus	Moldavie
Croatie (République de)	Ouzbékistan
Géorgie	Russie (Fédération de)
Kazakhstan	Ukraine

6.5. DIPLOMATIE COMMERCIALE

Les visites des conseillers fédéraux dans les pays en développement comprennent les volets de discussions économiques (les délégations suisses comptent des représentants de l'économie privée), mais sont aussi souvent l'occasion de signer des accords bilatéraux et de visiter des projets de coopération au développement. Les délégations menées par les conseillers fédéraux permettent d'ouvrir des portes aux représentants de l'économie privée suisses dans les ministères des pays visités, pour faciliter les contacts à haut niveau dans le pays partenaire. Le tableau suivant dresse une liste des principales visites de conseillers fédéraux à l'étranger ou de chefs d'Etat étrangers en Suisse.

C'est bien sûr le chef du Département de l'économie Pascal Couchepin qui aborde le plus les questions économiques lors de ses voyages à l'étranger, mais certaines délégations peuvent aussi être menées par le secrétaire d'Etat à l'Economie et d'autres membres de la Direction du Seco. D'autres conseillers fédéraux ont aussi un rôle à jouer (déplacement de Joseph Deiss, du Département fédéral des affaires étrangères, par exemple). Des différends sur la question de la répartition des tâches entre les conseillers fédéraux de ces deux départements lors de visites à l'étranger ont même été étalés au grand jour en février 2000 lorsque Pascal Couchepin a reproché à Joseph Deiss de s'entourer d'une délégation comprenant des représentants de l'économie suisse lors de son voyage au Moyen-Orient. « Au Département des affaires étrangères de s'occuper des droits de l'homme et à celui de l'économie des affaires et des patrons ».²³

SOURCES

« Rapport sur la politique économique extérieure 99/1+2 et Messages concernant des accords économiques internationaux », in *Feuille fédérale* pp. 1291 *sqq.*, 12.1.2000, (*Feuille fédérale* no 00.007).

« Rapport sur la politique extérieure 2000. Présence et coopération: la sauvegarde des intérêts dans un monde en cours d'intégration », du 15.11.2000, in *Feuille fédérale*.

Communiqués de presse de la Confédération: www.admin.ch/cp/f/index.html

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE): www.eda.admin.ch

Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco): www.seco.admin.ch

Communauté de travail des œuvres d'entraide: www.swisscoalition.ch/

23. Pascal Couchepin, cité dans *Le Temps* du 19.2.2000.

Diplomatie commerciale – 2000

Pays / Date	Nature de la visite	Objectifs et/ou résultats
Asie/Moyen-Orient		
Iran <i>21-23 janvier</i>	Visite officielle du secrétaire d'Etat Franz von Däniken en Iran.	Entretiens sur l'état actuel des relations bilatérales entre la Suisse et l'Iran.
Indonésie <i>31 janvier</i>	Visite officielle de travail du président de la République d'Indonésie Abdurrahman Wahid à Berne.	Entretiens avec 4 conseillers fédéraux sur la situation politique et économique actuelle en Indonésie et les relations bilatérales Suisse-Indonésie.
Chine <i>31 janvier</i>	Visite officielle de travail du vice-premier ministre chinois Wu Bangguo à Berne.	Séance de travail avec le conseiller fédéral Pascal Couchepin portant sur des questions économiques.
Inde <i>16-18 février</i>	Visite de Pascal Couchepin en Inde, à la tête d'une délégation de représentants de l'économie privée.	Entretiens économiques. Signature du protocole modifiant l'accord de double imposition. Echange des instruments de ratification de l'accord sur la promotion et la protection des investissements (signé en 1997).
Turquie <i>20-22 février</i>	Visite officielle de Joseph Deiss en Turquie.	Entretiens sur les relations bilatérales avec le président turc et le premier ministre. Rencontre avec des représentants des milieux économiques et commerciaux.
Egypte/Syrie/Liban <i>25 février au 4 mars</i>	Visite de Joseph Deiss dans ces trois pays (première visite officielle dans ces trois pays depuis 1985). Il est accompagné de représentants de l'administration fédérale, de parlementaires, ainsi que de représentants de l'économie suisse et de journalistes.	Entretiens avec les homologues des trois pays et rencontre des présidents de ces pays. Thèmes abordés: Resserrement des relations bilatérales, promotion de la paix et rôle de la Suisse dans le processus multilatéral de paix au Proche-Orient, situation des réfugiés palestiniens. Visite de projets de développement en Egypte. Signature d'un accord bilatéral de promotion et de protection des investissements avec le Liban.
Liban <i>18 avril</i>	Visite de travail en Suisse du ministre libanais de l'Economie et du Commerce Nasser Saïdi. Le Liban est un des plus importants partenaires commerciaux au Moyen-Orient.	Entretiens avec Joseph Deiss et Pascal Couchepin, rencontres avec l'économie privée suisse (organisée par la Chambre arabo-suisse du commerce et de l'industrie à Genève). Thèmes des discussions: relations bilatérales, préparation d'un accord de libre-échange AELE-Liban.

Pays / Date	Nature de la visite	Objectifs et/ou résultats
Asie/Moyen-Orient		
Iran 14 juin	Visite de travail officielle du ministre des Affaires étrangères iranien Kamal Kharrazi en Suisse.	Thèmes discutés : relations bilatérales, situation politique en Iran et dans la région, coopération économique, lutte contre la drogue...
Corée (du Sud) 28-29 juin	Première réunion du groupe consultatif économique Suisse-Corée. La délégation suisse est menée par Pascal Couchepin, la délégation coréenne par le ministre du Commerce Han Duck-Soo.	Réunion de l'organe consultatif créé par l'Arrangement de coopération commerciale et économique entre la Suisse et la Corée signé en 1999. Thèmes des discussions : relations économiques bilatérales, moyens d'améliorer les échanges commerciaux, de faciliter les investissements et coopération dans le domaine des technologies de l'information, coopération multilatérale. Visite d'entreprises suisses, contacts avec l'économie suisse, par le biais de la Chambre de commerce Suisse-Corée.
Chine 12-14 septembre	Visite du président de la Confédération Adolf Ogi à Pékin et à Shanghaï, avec le secrétaire d'Etat David Syz, ce dernier conduisant une délégation de représentants de l'économie.	Cérémonie commémorant le 50 ^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Suisse et la République populaire de Chine.
Chine 26 septembre	Rencontre de Pascal Couchepin et de son homologue chinois Shi Guansheng à Genève (OMC).	Signature de l'accord bilatéral Suisse-Chine dans le cadre de l'accession de la Chine à l'OMC. La Suisse profitera de l'ouverture commerciale de la Chine dans divers secteurs, dont les banques, les assurances, les machines, les produits chimiques et pharmaceutiques, l'horlogerie.
Thaïlande/Philippines/Bangladesh / 8-15 octobre	Visite officielle de Joseph Deiss dans ces trois pays	
Amérique latine		
Brésil 1-2 juin	Visite officielle de Moritz Leuenberger au Brésil.	Entretiens dans le domaine de la politique climatique, sur l'état des travaux préparatoires dans l'optique des conférences internationales sur le climat. Inauguration du centre pour la promotion de techniques de production plus écologiques (Cleaner Production Center), un instrument de promotion des investissements du Seco.

Pays / Date	Nature de la visite	Objectifs et/ou résultats
Amérique latine		
Argentine, Chili <i>19-25 novembre</i>	Mission économique menée par le conseiller fédéral Pascal Couchepin. La délégation est composée de membres de l'administration fédérale (Seco, DFAE), d'une vingtaine de représentants des principales branches de l'industrie et des présidents des Chambres de commerce Chili-Suisse et Suisse-Argentine.	Discussions sur les relations bilatérales : commerce, investissement finance, relations aériennes, propriété intellectuelle, fiscalité. La Suisse a exprimé son souhait de voir ratifier l'accord de protection des investissements par le Chili et d'une convention de double imposition avec l'Argentine, promotion d'accords de libre-échange entre l'AELE et le Chili (ainsi qu'avec le MERCOSUR). Contacts avec des associations économiques et entreprises locales.
Afrique		
Tunisie / <i>1^{er} et 2 mai</i>	Visite officielle de Joseph Deiss en Tunisie.	
Bénin <i>4 juillet</i>	Visite officielle du président du Bénin Mathieu Kérékou en Suisse.	Rencontre de Adolf Ogi et Joseph Deiss. Thèmes discutés : relations bilatérales, coopération au développement.
Nigéria <i>30 novembre</i>	Visite officielle du premier ministre.	Signature de l'Accord de promotion et de protection des investissements.
Europe centrale et orientale – Europe du Sud-Est		
Hongrie <i>24 mars</i>	Visite officielle de travail du ministre des Affaires étrangères de la République hongroise Janos Martonyi. à Berne.	Entretiens avec le président Adolf Ogi et le conseiller fédéral Joseph Deiss. Thèmes : situation dans les Balkans, sécurité en Europe, intégration européenne, coopération en Europe centrale et relations bilatérales.
République tchèque, Pologne, Slovaquie et Hongrie. <i>Mai, juin, juillet</i>	Missions économiques dans 4 pays d'Europe centrale, menées par le secrétaire d'Etat David Syz (Seco), avec des représentants de PME suisses.	Thèmes : renforcement de la coopération économique, transmission aux PME suisses des informations sur les marchés et mise en contact avec des partenaires potentiels sur place (dans le cadre de « Swiss Business Days »).
Bulgarie <i>29 juin</i>	Visite de travail du président bulgare Petar Stoyanov à Berne.	Thèmes discutés : situation en Europe du Sud-Est, intégration européenne, relations bilatérales.